



Motion

« Traité européen »

La crise qui secoue l'économie mondiale depuis 2008 se concentre notamment sur la zone Euro.

En mars 2012, La chancelière allemande Angela Merkel et le Président de la République française d'alors, Nicolas Sarkozy, ont signé la rédaction d'un Traité dont l'objectif est de corseter de façon drastique les finances publiques. Il s'agit d'empêcher les Etats de proposer des budgets en déséquilibre et de limiter leurs déficits à 0,5 % maximum du PIB au mépris des conditions de vie de la population, sans pourtant contraindre les responsables de la crise : le monde des banques et de la finance.

Il s'agit de graver dans le marbre la « Règle d'Or ». Il s'agit de contraindre toutes les politiques budgétaires sous le signe de l'austérité.

Le Président de la République souhaite que ce Traité soit ratifié par le Parlement au mois d'octobre, après avoir promis sa renégociation, sans parvenir à l'obtenir. Compte tenu de ces enjeux, le Parlement seul ne peut engager la France dans une telle voie. Seul un débat démocratique dans le cadre d'un référendum, à l'instar de celui de 2005 sur le TCE, pourrait légitimement trancher une question aussi essentielle.

Le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, s'il devait être ratifié serait un élément majeur de régression pour les services publics.

De plus, l'austérité est une aberration. Elle contribue à aggraver la crise par les effets de contraction de l'économie réelle qu'elle produit.

Une campagne unitaire contre la ratification du Traité est en cours de lancement partout en France.

- Le SNASUB-FSU est opposé à la ratification par la France du TSCG
- Le SNASUB-FSU défendra le fait que la FSU soit partie prenante des initiatives, campagnes et mobilisations unitaires pour que ce Traité ne soit pas ratifié par la France.
- Le SNASUB-FSU contribuera à cette campagne par l'information et la mobilisation des personnels dans son champ de syndicalisation.
- Le SNASUB-FSU se prononce en faveur de l'appel à la manifestation du 30 septembre contre la ratification du TSCG.

Motion adoptée par la CAN du SNASUB le 12 septembre 2012